

LE 12 DÉCEMBRE ON EST AU PIED DU MUR IL FAUT AGIR !



Dans un contexte où les entreprises s'enrichissent toujours plus, les vagues de suppressions d'emplois dans l'industrie se multiplient et impactent durement la France.

Les entreprises organisent leur délocalisation ou leur démantèlement pour leurs profits et ce sont les salarié·es qui en paient durement les frais.

Depuis plusieurs mois, la CGT alerte sur la situation industrielle désastreuse. En mai dernier, nous pointions une liste de 130 plans de suppressions d'emplois en dénonçant un véritable processus de désindustrialisation.

En octobre cette liste atteignait les 180 plans de licenciement. En moins de 6 mois après notre première liste, la CGT recense aujourd'hui **286 plans de suppressions d'emplois depuis septembre 2023.**

Entre 128 250 et 200 330 emplois menacés ou supprimés depuis septembre 2023 recensés par la CGT

Au niveau national, les annonces scandaleuses ne cessent de pleuvoir: Michelin, Vencorex, Arcelor Mittal, Auchan, SNCF, etc...

Sur notre région normande et notre département 76, c'est AKWELL, EUROPHANE, WALOR, AUTOLIV, RENAULT, HOLOPHANE, SANOFI, EXXON MOBIL, SAVERGLASS, LEGRAND, FRET SNCF...

De nombreux secteurs sont impactés par ces suppressions d'emplois : la métallurgie (13 000 emplois directs), le commerce (plus de 10 000 emplois directs), le secteur public et associatif (plus de 7 000 emplois), les banques et assurances (plus de 6000 emplois), la chimie (plus de 7000 emplois directs).

Des vies brisées, des familles dans l'incertitude : derrière les chiffres, c'est un drame humain qui se joue !

Il n'y a pas pire violence sociale que le chômage, ces suppressions d'emplois plongent également des familles dans l'incertitude.

Ces plans de licenciements entraînent des impacts sociaux profonds, des difficultés financières jusqu'à la perte de logement, fragilisant le tissu social dans de nombreux territoires.

Les conséquences environnementales sont également inévitables !



La délocalisation de nos productions vers des pays où les normes environnementales sont faibles, voire inexistantes, amplifie l'impact écologique de ces choix.

À cela s'ajoute un paradoxe, les productions exportées à l'étranger reviendront manufacturées dans notre pays, alourdissant encore plus le bilan carbone. La souveraineté de notre pays est, quant à elle, menacée.

De l'argent public distribué sans contrepartie aux entreprises qui licencient et délocalisent !

Face à cela, l'État ne joue pas son rôle de garant, au contraire, il aggrave la situation. L'argent public est massivement versé dans des aides et subventions aux entreprises qui, sans contrepartie, licencient et délocalisent.

La CGT appelle l'ensemble des salarié.e.s à se mobiliser par la Grève et à s'inscrire massivement dans les initiatives du 12 décembre !

SUR NOTRE DÉPARTEMENT JEUDI 12 DÉCEMBRE 2024 :

UL HARFLEUR : RdV à 8H au Rond-Point Auchan Montivilliers (devant Darty) pour une opération sur les rond-points avec distributions de tracts.

LE HAVRE : 11H Rassemblement devant la CCI.

FONTAINE LE BOURG : 10H30 Rassemblement devant l'entreprise LEGRAND, en soutien aux 150 salariés menacés de licenciement .